



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale  
de la sécurité civile  
et de la gestion des crises**

## **AVENANT N°1**

### **ENTRE**

L'Etat, préfecture de la Seine-Maritime, ayant son adresse postale à 7 place de la Madeleine 76000 ROUEN, SIRET n°177 600 012 00096, représenté par Monsieur Pierre-André DURAND, Préfet,

Ci-après désigné : « la personne publique » ou « Préfecture de la Seine-Maritime »,

### **ET**

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sis 6 rue du verger 76190 YEVTOT, SIRET n°287 600 019 00049, représenté par Monsieur André GAUTIER, président du conseil d'administration,

Ci-après désigné : « Sdis 76 »,

Ensemble dénommés « les parties », ou « partenaires ».

**Vu :**

- La convention du 9 juin 2021 signée par le Préfet et le Sdis 76 relative au concours apporté à la mise en place d'un dispositif de dépistage au virus SARS COV-2 pour les passagers des avions en provenance de pays étrangers, désignée ci-après « la convention initiale » ;
- La nécessité de reconduire pour une durée certaine la mise en place du dispositif précité.
- La décision DBCA XXXXXXXXXX du 1<sup>er</sup> février 2021 autorisant le président à signer la convention et le l'avenant n°1

**EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE CE QUI SUIIT :**

- 1) Dans la continuité du dispositif de lutte contre la propagation de COVID-19 détaillé dans le préambule de la convention initiale, les restrictions relatives à l'accès au territoire à toute personne non titulaire d'un test dont le résultat permettrait d'écarter tout risque de contamination doivent être pérennisées.
- 2) Le pilotage du dispositif mis en place par le Sdis 76 sur le port de Dieppe demeure placé sous l'autorité du préfet. Celui-ci reste chargé de la qualification des besoins, de l'organisation du dispositif et de la remontée des difficultés rencontrées et des actions effectuées.

**Article 1 : Objet**

Le présent avenant a pour objet, conformément à l'article 7.5 de la convention initiale :

- de modifier la durée fixée à l'article 2 de ladite convention ;
- de substituer au dispositif de mise à disposition par la DGSCGC des tests prévus à l'article 4.4 de cette même convention un dispositif de remboursement par la DGSCGC de ces mêmes tests, dans la mesure où ceux-ci seront désormais acquis par le Sdis 76.

**Article 2 : Modification de la durée**

Le présent article se substitue pleinement à l'article 2 de la convention initiale. Dès sa signature par la dernière des parties, cet article se lit comme suit :

« La présente convention prend effet à la date de sa signature par les parties. Elle est conclue jusqu'au 30 juin 2022.

Elle est ensuite implicitement reconduite, le temps de la durée du dispositif et selon les nécessités sanitaires en cours. »

**Article 3 : Modification du dispositif de mise à disposition de matériels par l'État**

Le présent article se substitue pleinement à l'article 4.4 de la convention initiale. Dès sa signature par la dernière des parties, cet article se lit comme suit :

«Le Sdis 76 doit assurer l'approvisionnement et la gestion des tests et équipements de protection individuelle adaptés pour la mission.

Les équipements de protection individuelle seront remboursés sur la base de 2,50 euros par test effectué. »

#### **Article 4 : Indemnisation**

En sus des dépenses prévues à l'article 5.1 de la convention initiale, la DGSCGC assure le remboursement des tests préalablement acquis par le Sdis 76.

Ce remboursement a uniquement vocation à couvrir les frais effectivement engagés par le Sdis 76 dans ce cadre. De fait, il ne fait pas l'objet d'une forfaitisation.

#### **Article 5 : Incidence financière**

Au regard de l'article 4 du présent avenant, le concours financier de la DGSCGC est fixé conformément au contenu de l'annexe financière n°2 annexé à ce même avenant et qui se substitue à celle de la convention initiale.

#### **Article 6 : Dispositions générales**

À l'exception de ce qui précède, les droits et obligations demeurent inchangés et ont force de loi entre les parties pendant l'exécution des termes de la convention. La convention modifiée par le présent avenant n°1 forme un tout indissociable.

\*\*

\*

**FAIT A YVETOT, EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX, LE**

Le Président du Conseil d'administration  
du Sdis 76

Le Préfet de la région Normandie, et  
Préfet de la Seine-Maritime

**André GAUTIER**

**Pierre-André DURAND**

Poste de dépense - Descriptif	Montant (€)
Indemnisation mensuelle maximum de mise à disposition du personnel de l'AASC sur une base de 39 heures par semaine	Pour le chef de projet : 6400€
	Pour le cadre sur site : 4500€
	Pour le préleveur : 3700€
	Pour le logisticien administratif et technique : 2800€
	Pour l'infirmier : 4400€
Alimentation	11,06€ maximum par repas et par personne
Hébergement	60€ maximum par nuitée et par personne
Acheminement du personnel de l'AASC - Carburant ou titre de transport	Dans la limite maximale de 2250€ sur deux mois
Matériel (Enveloppe fongible de 90€)	Elimination des déchets : 35€ par vol
	Désinfection : 10€ par vol
	Fournitures de bureau : 18,60€ par vol
	Formation sûreté : 26,40€ par personne formée
Equipement de protection individuelle	2,50€ par test effectué
TROD	Indemnisation au réel, vérifiée avec le nombre de tests réalisés

**Annexe financière - Plafonds de prise en charge maximum par les préfectures (programme 161 –  
UO 161 – CSDM-CDGC)**

Projet